

Chapitre 5 : Quelle est la place de l'union européenne dans l'économie globale ?

Concepts au programme : euro, union économique et monétaire.

Acquis de première : banque centrale, politique budgétaire et monétaire.

Introduction, problématique

En 2008 l'UE réalisait 40% des échanges mondiaux de marchandises, soit approximativement la même proportion que l'Amérique du nord et de l'Asie réunies. Ce résultat semble être le fruit d'une expérience originale d'intégration économique menée depuis plus de 60 ans sur le vieux continent. Il est donc essentiel d'étudier le processus d'intégration européenne afin d'en comprendre les spécificités et les avantages : **Quelles sont les spécificités de l'expérience d'intégration économiques des pays européens ?**

En 1999, naissait l'euro aboutissement de plus de cinquante ans d'intégration économique

Adoptée par 17 pays en 2011 de l'union européenne, la monnaie unique a permis de renforcer la concurrence au sein de la zone euro mais aussi d'affermir l'interdépendance économique entre pays membres ce qui peut constituer un atout dans une économie globalisée.

En quoi la mise en place de l'euro constitue-t-elle un atout dans un contexte d'économie mondialisée ?

Cependant cette interdépendance croissante entre économies européennes nécessite la mise en place de politique coordonnée s. Cette coordination doit se faire entre les instances supra nationales et les pays membres mais surtout entre pays membres.

Quelles sont les difficultés de coordination des politiques économiques à l'échelle européenne ?

I ° En quoi l'intégration européenne est –elle une expérience originale ?

L'Europe peut être considéré comme une Grande puissance éco puisque 'elle représente 40 % des échanges mondiaux et réalise 26 % du PIB mondiale. Ce résultat semble être la conséquence d'un choix originale d'intégration

économique qui a commencé par l'Europe des 6 pour terminer par une monnaie unique européenne...

I ° En quoi l'intégration européenne est –elle une expérience originale ?

A° L'UE est un acteur majeur de l'économie mondiale

1°... par son poids démographique et..

2°sa puissance économique

B° a en effet choisit en effet un mode d'intégration originale

1° l'intégration européenne pour répondre aux défis d'après guerre

a. L'Europe économique s'est faite en plusieurs étapes

b. la construction européenne un processus en cours

2 ° Du marché unique à la monnaie unique

2-1 : Les avantages du grand marché unique

2-2 : les avantages attendus de la monnaie unique

II° L'union monétaire : est-ce un atout face à la mondialisation ?

A° La place de l'euro dans le système financier international

1° l'euro est-elle une monnaie internationale ?

2 ° L'évolution du taux de change et de l'euro....

III ° Est-il possible de coordonner les politiques macro-économiques au sein de l'UE ?

Introduction : Quel partage des compétences ?

rappel :

A° Quelles sont les difficultés de coordination au sein de l'UEM ?

1° politique monétaire unique

2° La zone euro : une zone peu dynamique

B° Vers une Europe de la concurrence entre territoire

1° France et Allemagne : des politiques nationales non-coopérative

2° Concurrence et coût du travail

3° L'Europe de la concurrence fiscale

A° L'UE est un acteur majeur de l'économie mondiale

1°... par son poids démographique et..

Population (en millions) et PIB (en milliards de dollars PPA constants de l'année 2005) en 2010		
	Population	PIB
Chine	1 339,7	9 103,6
UE à 27	500,5	13 806,8
États-Unis	308,7	13 017
Japon	127,4	3 895,2

1. **CONSTATER.** Rédigez une phrase avec les données concernant l'Union à 27.

2. **CALCULER.** Calculez le PIB par habitant de chacun des pays ou groupe de pays du tableau.

3. **EXPLIQUER.** Justifiez le titre du document.

1. En 2010, la population de l'UE à 27 s'élevait à 500,5 millions d'individus, pour une création de richesses de 13 806 milliards de dollars.

2. Chine : 6 795,2 dollars par habitant UE a 27 : 27 586 dollars par habitant

Etats-Unis : 42 167 dollars par habitant Japon : 30 574,5 dollars par habitant

3. Au regard des informations contenues dans le document, l'UE constitue une puissance de premier plan. Tout d'abord, d'un point de vue économique puisque la création de richesses en valeur absolue de l'Union européenne est la plus importante

Au monde, mais aussi en valeur relative puisque la richesse par habitant y est une des plus élevées au monde. Ensuite, d'un point de vue démographique, l'UE dispose d'une situation intéressante puisque, parmi les zones de la triade, elle est la plus peuplée et dispose à ce titre d'un marché solvable d'une taille sans équivalent ailleurs dans le monde.

Doc 1 :

Elle concentre 40 % des échanges mondiaux résultat de l'intégration de 27 pays

Union douanière au marché commun et à la monnaie unique intégration réussie

Grande puissance éco

Une pop importante et le principal PIB du monde

2°sa puissance éco

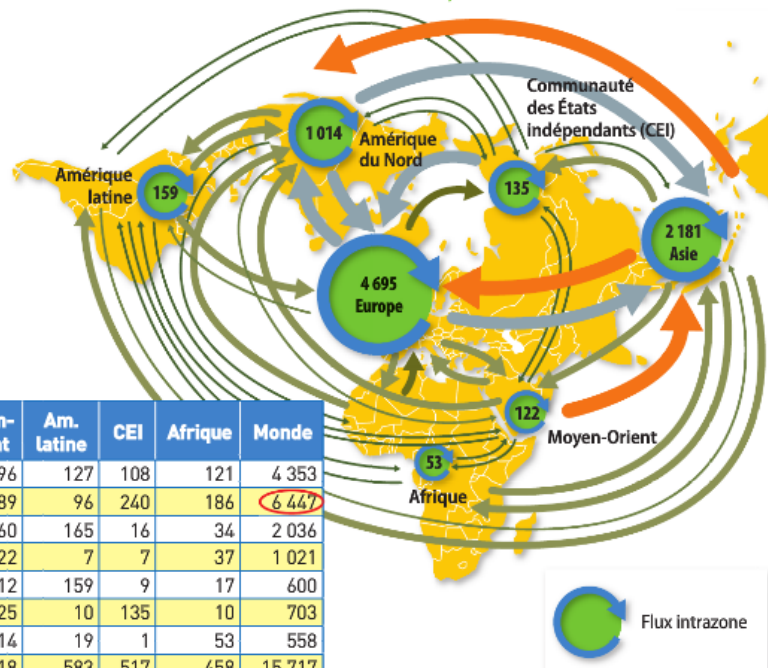
1. CONSTATER. Rédigez une phrase avec les données entourées.

2. CALCULER. Quelle est la part de l'Europe dans l'échange de marchandises en 2008 ? Comparez cette part à celle du reste de la Triade (c'est-à-dire Asie et Amérique du Nord).

3. CALCULER. Calculez la part de l'échange intrazone pour les pays de la Triade.

4. RÉCAPITULER. À l'aide du tableau et de la carte, qualifiez la situation de l'Europe au regard du commerce mondial de marchandises.

Le commerce de marchandises en 2008, en milliards de dollars



Origine	Asie	Europe	Am. du Nord	Moyen-Orient	Am. latine	CEI	Afrique	Monde
Asie	2 181	801	775	196	127	108	121	4 353
Europe	486	4 695	475	189	96	240	186	6 447
Am. du Nord	376	369	1 014	60	165	16	34	2 036
Moyen-Orient	569	126	116	122	7	7	37	1 021
Am. latine	101	121	169	12	159	9	17	600
CEI	77	406	36	25	10	135	10	703
Afrique	114	218	122	14	19	1	53	558
Monde	3 903	6 736	2 708	618	583	517	458	15 717

1. En 2008, les pays européens exportaient entre eux pour un montant de 4 695 milliards de dollars de marchandises. Le commerce intra zone de marchandises s'élevait en Europe à 4 695 milliards de dollars. En 2008, les pays européens ont réalisé un montant de 6 447 milliards de dollars d'exportation de marchandises.

2. Part de l'Europe : $6\,447 / 15\,717 = 41\%$
 Part de l'Amérique du Nord = $2\,036 / 15\,717 = 12,9\%$

Part de l'Asie : $4\,353 / 15\,717 = 27,7\%$

Ainsi, si on ajoute la part de l'Amérique du Nord à celle de l'Asie, on retrouve la part dans le commerce mondial de marchandises de l'Europe, soit environ 40 %.

3. Pour l'Europe : 72,3 %

Pour l'Asie : 50,1 %

Pour l'Amérique du Nord : 49,8 %

4. Au regard des données fournies et des calculs effectués, on peut conclure que la zone économique la plus dynamique

En matière de commerce international semble être l'Europe,

Puisqu'elle représente plus de 40 % des exportations mondiales, soit la proportion cumulée de l'Asie et de l'Amérique du Nord. Cependant, il s'agit de relativiser ce point de vue, dans la mesure où il faut tenir compte pour l'Europe de l'importance du commerce intra zone qui représente plus de 70 % des échanges des

Pays européens. Par contre, l'Europe est bien la zone économique la plus intégrée au monde, puisque les échanges sont à plus de 70 % intra-européens.

Doc 2 : commercial Europe carrefour cercle plus important que Amérique latine du nord et Asie : principale zone de commerce chiffre trafic intra zone l'Europe l'exporte zone commercial de 1 e grandeur et trafic intra zone le plus important du monde

En millions de dollars	Flux d'IDE sortants							Flux d'IDE entrants						
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Chine	1 805	11 306	21 200	17 000	53 500	43 900	60 100	54 937	117 200	124 100	160 100	175 100	114 200	185 000
Japon	30 963	45 831	50 243	73 545	127 981	74 698	56 276	7 818	2 778	- 6 503	22 548	24 417	11 938	- 1 670
États-Unis	316 222	36 236	244 922	414 039	329 080	303 605	351 350	145 966	112 638	243 151	221 166	310 091	158 581	236 227
Total UE à 27	379 718	604 508	686 543	1 252 600	962 403	386 789	436 725	222 661	497 651	582 109	856 592	538 747	372 736	302 022
Total OCDE	830 686	779 342	1 187 954	1 931 682	1 632 647	911 890	1 003 586	460 136	661 637	1 008 223	1 354 191	1 054 209	661 469	65

1. **DÉFINIR.** Rappelez ce qu'est un IDE.

2. **CONSTATER.** Rédigez une phrase avec les données de 2010 pour l'UE.

3. **EXPLIQUER.** Qu'est-ce qui explique les reflux importants affectant les flux d'IDE à partir de la fin de l'année 2007 ?

4. **RÉCAPITULER.** Au regard des données : l'UE vous semble-t-elle être une zone attractive pour les IDE ?

1. Les IDE correspondent à des flux de capitaux provoqués par des entreprises développant leurs activités productives à l'étranger (les flux d'IDE alimentent le stock d'IDE des firmes multinationales, c'est-à-dire le stock de capital qu'elles détiennent à l'étranger).

2. En 2010, les agents économiques basés sur le territoire de l'UE à 27 ont investi pour un montant de 436,7 milliards de dollars en dehors de l'UE, alors que les agents économiques résidant hors de l'UE à 27 y ont investi pour un montant de 302 milliards de dollars.

3. Le reflux important observe entre 2007 et 2009 (chute des IDE sortants d'environ 1 000 milliards de dollars, d'environ 700 milliards de dollars pour les IDE entrants, pour les pays de l'OCDE) s'explique par le contexte économique difficile, provoqué par la diffusion à l'ensemble des économies mondiales de la crise des subprimes.

4. Peu importe l'année, l'UE constitue le principal pôle d'attraction des IDE dans le monde, puisque chaque année elle attire environ la moitié des IDE se dirigeant vers les pays de l'OCDE, pour un montant parfois environ deux fois supérieur à celui des États-Unis. Concernant l'émission d'IDE, les pays membres de l'UE ne sont pas en reste, puisque les entreprises résidant sur son territoire sont également responsables, selon les années, d'environ la moitié des flux d'IDE sortant des pays de l'OCDE, toujours devant les États-Unis.

Doc 3 : IDE

IDE sortants et entrants des entreprises européennes cherchent UE à 27 plus forts
IDE S et E.

IDE S : IDE sortants et entrants des entreprises européennes cherchent UE à 27 plus forts

IDE E : Les entreprises européennes cherchent à s'internationaliser

IDE entrants devance la Chine et les USA attractive pour les entreprises étrangères qui veulent s'internationaliser ...

CC Union éco acteur majeur de l'éco mondiale

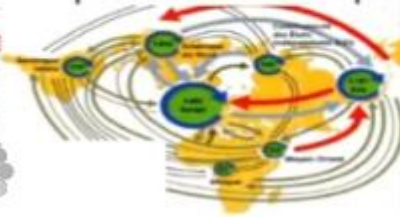
<http://www.cours-seko-new.fr/cours-eco/cours-eco-video/UE-videos/UE-videos.html>

Par son poids démographique et sa puissance économique

* Document 1 : le poids économique de l'Europe 2010 (PPA, PPP)

	Population	PIB
Chine	1 336,7	9 103,6
UE à 27	500,5	13 896,8
Etats-Unis	308,7	13 017
Japon	127,4	3 895,2

Source : OCDE, Population (en millions) et PIB (en milliards de dollars, PPA, PPP)



* 1 : évolution des flux d'IDE (investissement direct étranger) entrants et sortants (en millions de \$)

	Flux d'IDE sortants				Flux d'IDE entrants			
	2007	2008	2009	2010	2007	2008	2009	2010
Chine	17 000	53 500	43 900	60 100	160 100	175 100	114 200	185 000
Japon	73 545	127 981	74 698	56 276	22 548	34 417	11 938	-1 670
Etats-Unis	814 039	329 090	303 605	351 350	221 166	310 091	158 581	236 227
Total UE 27	1 252 600	962 403	386 789	436 725	854 592	538 747	372 736	302 022
Total OCDE	1 931 682	1 632 847	911 890	1 003 586	1 354 181	1 054 208	661 469	650 445

<http://youtu.be/qXoxWrv0ztk>

Au fur et à mesure que l'intégration européenne s'intensifiait, de nouvelles institutions devaient être créées

Les mécanismes du pouvoir



+ BCE (banque Centrale européenne)
 + BEI (Banque Européenne d'Investissement)

<http://youtu.be/-zR0gQ8m8IM>

B° L'Europe..... a en effet choisit en effet un mode d'intégration originale

1° l'intégration européenne pour répondre aux défis d'après guerre

a. L'Europe éco s'est fait en plusieurs étapes

Doc. 1 Les différentes étapes d'une intégration économique

« Selon la "Théorie de l'intégration économique" (1961) de B. Balassa (1928-1991), il existe 5 degrés d'intégration.

– La **zone de libre-échange**, qui se caractérise par une diminution ou une suppression des barrières douanières à l'intérieur de la région.

Ce type d'accord laisse libre chaque membre de sa politique commerciale envers les pays extérieurs à la zone. [...] L'ALENA, zone de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique et le Canada créée en 1992 en fournit un exemple. [...]

– L'**union douanière** est une zone de libre-échange dont les membres décident d'adopter une politique commerciale unique vis-à-vis du reste du monde, en fixant des tarifs douaniers extérieurs communs. [...] Le MERCOSUR (Brésil, Argentine, Uruguay, Paraguay) est organisé sur ce mode depuis sa création en 1991.

– Dans un **marché commun**, les pays membres ajoutent à l'union douanière la libre circulation des facteurs de production (capital, travail, brevets...). Cela suppose une harmonisation poussée des réglementations nationales. [...]

– L'**union économique** peut se définir par l'adoption d'objectifs de politique économique communs, ce qui conduit à une harmonisation progressive des politiques économiques dans la zone. Pour B. Balassa, cela inclut une politique monétaire commune. [...]

– La construction d'une véritable **fédération d'États** constitue le degré ultime d'intégration économique, ce que [l'auteur] appelle "l'intégration totale" : à l'union économique et monétaire s'ajoute la constitution d'un pouvoir politique fédéral, avec l'harmonisation des politiques fiscales et sociales. »

▲ A. Beitone et alii, *Économie*, coll. « Aide-mémoire », Sirey, 2004.

Questions

1. Caractériser les différentes étapes de l'intégration économique en différenciant chacune d'elles de celle qui la précède.
2. Illustrez par un exemple type les différentes étapes d'intégration économique.
3. Donnez une définition de l'intégration économique.
4. Rappelez ce qu'est la politique monétaire. L'Union européenne dispose-t-elle d'une politique monétaire ? Qui est chargé de la mettre en œuvre ?

1. Étape 1 : la zone de libre-échange = suppression des droits de douane entre les pays de la zone, mais chaque pays conserve sa politique commerciale extérieure vis-à-vis du reste du monde.

Étape 2 : l'Union douanière ajoute à la zone de libre-échange un tarif extérieur commun (TEC). Il y a donc absence de droits de douane au sein de la zone et les mêmes droits de douane pour tous les pays de la zone vis-à-vis du reste du monde = une politique extérieure commune.

Étape 3 : le Marché commun ou **Marché unique** = la zone devient un marché commun non seulement pour les marchandises qui circulent librement comme dans les étapes précédentes, mais aussi pour les hommes, les capitaux et les services.

Étape 4 : l'Union économique et monétaire = la zone se dote de politiques économiques communes et/ou coordonnées, et d'une monnaie unique avec politique monétaire unique

Étape 5 : l'Union politique : l'espace économique précédent étant intégré monétairement et l'étant de plus en plus économiquement, l'union se dote d'un exécutif unique ; politiquement, l'union qui existe prend des décisions pour l'ensemble de la zone sans avoir à consulter ni recueillir l'unanimité ou la majorité des pays qui la constituent, elle peut lever un impôt unique à la zone et dispose d'un budget unique qui lui permet des transferts importants entre pays, ou nouvelles régions (ex-pays). L'Union politique forme un nouvel État (souvent Fédération/Union d'États fédérés) ; cela requiert un fort sentiment d'appartenance des peuples à cet ensemble.

2. Zone de libre-échange : ALENA.

Union douanière : MERCOSUR.

Marché commun : CEE.

1. Non, l'ordre n'est pas toujours respecté : par exemple, la CEE a mis en place une politique agricole commune (PAC), élément de l'union économique, alors que le Grand marché n'était pas encore en vigueur, et dès le départ, l'Union douanière a été recherchée.

2. On distingue deux niveaux de réponse :

a/ Question de réflexion et de retour sur l'actualité : UEM, mais perpétuel débat actuellement sur un approfondissement de l'intégration vers davantage d'union politique avec des éléments de fédéralisme budgétaire, une avancée institutionnelle qui faciliterait la prise de décision, et pour l'heure la recherche d'une plus grande gouvernance économique européenne, notamment en raison des problèmes de financement de la dette, et des déséquilibres structurels. En effet, jusqu'à présent les États demeurent souverains en matière de politique budgétaire. Les GOPE (les grandes orientations de politique économique) et LDI (les lignes directrices intégrées) ne sont qu'indicatives ; et le PSC est réglementaire et coercitif.

b/ En outre, cette question peut être l'occasion d'une mise au point sur les différents niveaux d'intégration au sein de l'UE. Tous les pays membres de l'UE ont vocation à adhérer à l'euro et donc à l'UEM. Tous n'appartiennent cependant pas à la zone euro (= UEM). Il y aurait ainsi deux niveaux d'intégration dans l'UE avec une zone plus avancée à laquelle tous les pays ne peuvent pas encore prétendre (ou ne veulent pas, cf. Grande Bretagne Suède, Danemark). Actuellement coexistent donc l'UE 27 et l'UE 17.

3. Fondements de l'UEM : une monnaie unique avec une politique monétaire unique, dotée d'une BCE, alors que les politiques budgétaires restent nationales, et autonomes tant qu'elles respectent les critères du PSC. En revanche, il existe des GOPE et une MOC (méthode ouverte de coordination), afin de standardiser les meilleures pratiques (= *bench-marking* entre États : pratiques qui tendent à donner les meilleurs résultats économiques, en matière de chômage, d'emploi... par exemple), ces éléments agissent dans le sens d'une plus grande convergence des politiques économiques menées par les différents États (cette convergence n'étant pas forcément coopérative)

4. Non, l'UE est celle qui est allée le plus loin dans nos économies contemporaines : en cela aussi elle est originale. Seule monnaie unique au monde sans État correspondant.

2. ° Du marché unique à la monnaie unique

AP le marché unique européen :

<http://www.ina.fr/fresques/jalons/fiche-media/InaEdu00212?video=InaEdu00212>

<http://ses.spip.ac-rouen.fr/IMG/html/exercice.html>

Testez-vous !

1^{er} étape 1950 CECA : réunion des pays les 6 pays RFA, FR, It, be, pays bas, Luxembourg suppression barrières douanières charbon et l'acier

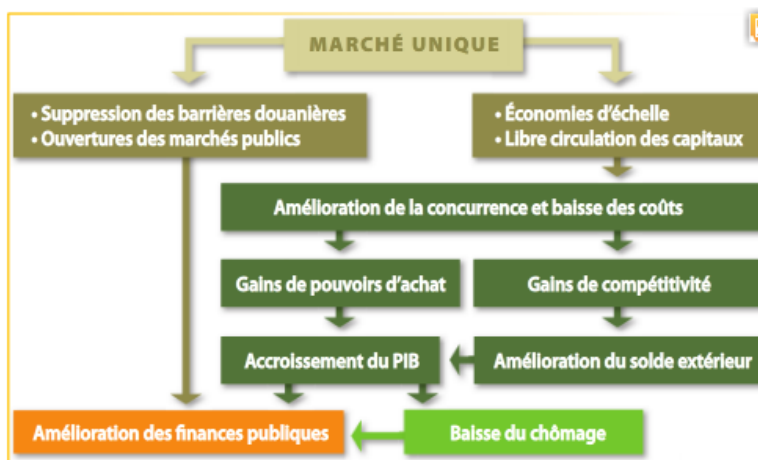
Après la paix : mise en commun entité supra nationale but

CEE : marché commun pères fondateurs voulaient Europe supra nationale Sed échec difficile de faire une Europe supra nationale on allait donc s'occuper essentiellement d'économie

Traité de Rome en 1957 :

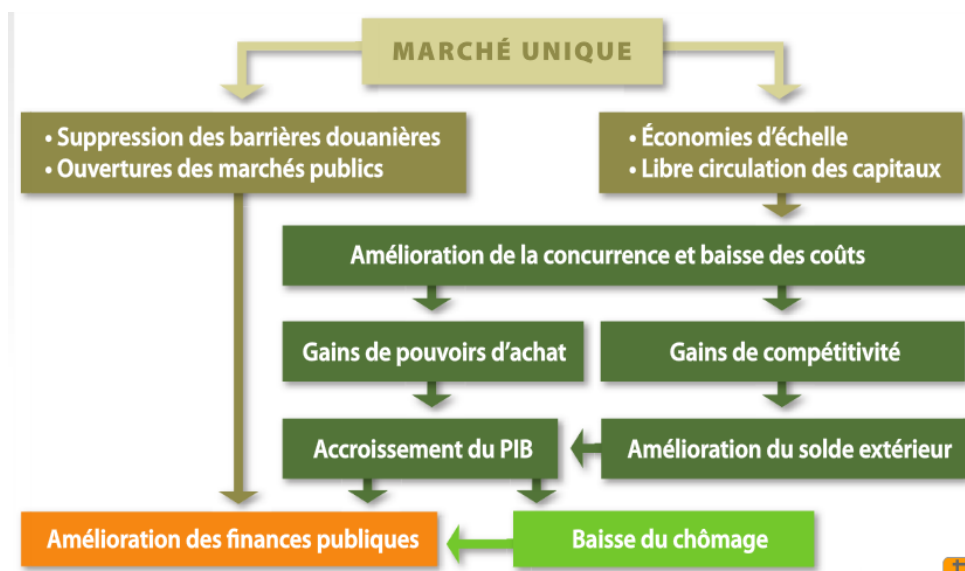
Barrière entre les 6 et le RDM taxe commune ensemble à ces pays on crée quelques institutions la Commission européenne volonté politique à l'arrière plan la PAC politique de transport de politique commerciale extérieure.

2-1 : Les avantages du grand marché unique



- 1. DÉFINIR.** Qu'est-ce que la notion d'économies d'échelle ?
- 2. EXPLIQUER.** En quoi la concurrence est-elle stimulée par la création du marché unique en Europe ?
- 3. RÉCAPITULER.** Précisez, pour chaque agent économique, les gains attendus de l'intégration européenne.

Source : d'après Arcangelo Figliuzzi, *L'économie européenne*, Bréal, 2003.



1. Diminution des coûts unitaires de production obtenue sous l'effet d'une augmentation de la taille de l'entreprise et de la quantité produite.

2. La création du marché unique permet la libre circulation des biens et des services, c'est-à-dire que pour vendre ses produits dans un pays de la zone une entreprise n'est plus obligée de s'acquitter du paiement de droits de douane. Ainsi les produits et donc les entreprises sont mis en concurrence sur l'ensemble du territoire concerné par le marché unique, et non plus uniquement sur leur territoire national : impossible pour ces entreprises d'être protégées de la concurrence par un éventuel droit de douane.

3. Entreprises : La concurrence augmentant, elles sont poussées à réaliser des investissements afin d'améliorer leur productivité. De plus, la taille du marché augmentant, elles peuvent toucher une clientèle potentielle beaucoup plus importante. Les perspectives de chiffre d'affaires et de profits s'améliorent donc. Consommateurs : Les entreprises étant incitées à améliorer leur productivité et réalisant des économies d'échelle, et la concurrence étant stimulée, les prix vont avoir tendance à diminuer.

Les consommateurs voient donc leur pouvoir d'achat s'accroître. Administrations publiques : L'ouverture de marchés publics aux entreprises des pays de la zone provoque une concurrence plus importante entre entreprises, et de ce fait les prix ont tendance à diminuer pour les administrations publiques aussi. De plus, le surcroît d'activité génère par les gains de pouvoir d'achat des ménages, les investissements des entreprises, ou leurs profits qui s'accroissent, va avoir tendance à améliorer les recettes Fiscales.

L'acte unique adopté en 1986 : le marché unique ou la grande marché toute circulation de marchandises, services et les capitaux pourront circuler largement déréglementation et des hommes pour créer une concurrence plus forte en créant une logique de spécialisation en ce qu'ils ont de meilleurs gagner en productivité et gagner des économies d'échelle pour faire baisser le prix unitaire

2-2 : les avantages attendus de la monnaie unique

Quels sont les avantages de la monnaie unique ? Réflexion sans document

1. Une dévaluation compétitive est une politique commerciale visant à changer (à diminuer) la définition de la monnaie d'un pays par rapport à celle des autres, afin de faire en sorte que les produits du pays concerné soient mécaniquement moins coûteux pour les agents économiques des autres nations. L'objectif d'une telle politique est d'améliorer le solde de la balance commerciale du pays au détriment de celles des autres.

2. La mise en place de l'euro permet aux agents économiques de mieux comparer les prix des produits, comparaison auparavant rendue difficile du fait des fluctuations entre monnaies. Ainsi, la concurrence est stimulée, ce qui est censé faire diminuer les prix. On peut aussi ajouter le fait que la mise en place de l'euro permet aux entreprises de supprimer les risques de change, qui existaient auparavant pour les entreprises exportatrices. Ces dernières n'ont plus à s'acquitter du coût des assurances permettant de couvrir le risque de change, et elles n'ont plus à s'acquitter de la taxe qui permettait de changer du franc contre du mark, par exemple. Au total, la mise en place de l'euro permet de réduire les coûts de production, ce qui peut être répercuté sur les prix de vente, puis sur les échanges.

3. La mise en place de l'euro peut avoir pour effet de stimuler la croissance, ce qui doit faire diminuer les prix et donc stimuler les échanges. De la même manière, la suppression des coûts liés aux changes va également permettre de diminuer les coûts de production pour les entreprises exportatrices, ce qui se traduit

Sur le De plus, au niveau macroéconomique, la mise en place de l'euro supprime de fait la possibilité de dévaluation compétitive, ce qui permet d'éviter les stratégies individualistes de certains pays voulant stimuler leur commerce extérieur au détriment

UEM fév. 1992 traité de Maastricht union éco et monétaire arriveront à n'avoir qu'une seule et même monnaie

A une union monétaire

: Pourquoi ?

Le triangle d'incompatibilité de Mundell : Tx de change fixe /une indépendance politique monétaire/ circulation libre de capitaux etc.

L'avantage monnaie unique ...Plus d'incompatibilité

Traité de Maastricht contraignant taux d'i faible dette



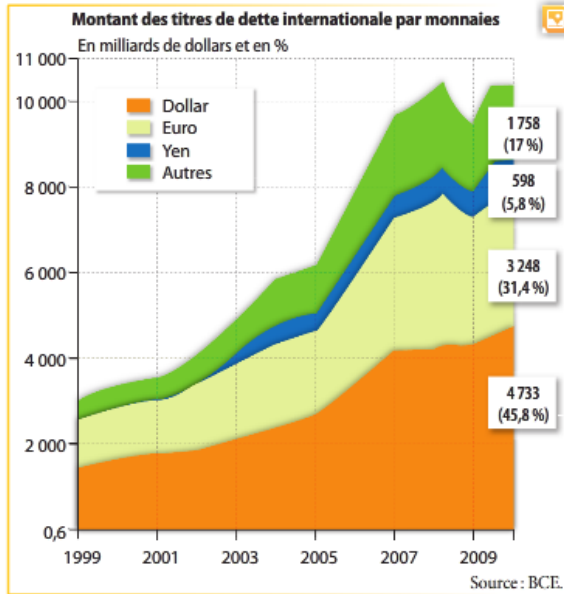
Dans une espace marqué par la liberté des mouvements de capitaux, les états perdent la maîtrise de leur taux de change et /ou l'autonomie de leur politique monétaire interne comme l'attestent les crises de change du début des années 90 au sein du SME. Parce que la stabilité des changes au sein de la zone économique est gage d'expansion des échanges, L'UE s'est doté d'une monnaie unique. Elle élimine les risques de variations de change et les coûts de conversion. Elle facilite les flux , les comparaisons de prix et la concurrence au sein de la zone euro pour contribuer à améliorer la compétitivité prix et hors prix des produits . Depuis sa création, les échanges au sein de l'UE ont augmenté, plus particulièrement au sein de la zone euro.

II° L'union monétaire : est-ce un atout face à la mondialisation ?

A° La place de l'euro dans le système financier international

1° L'euro est-elle une monnaie internationale ?

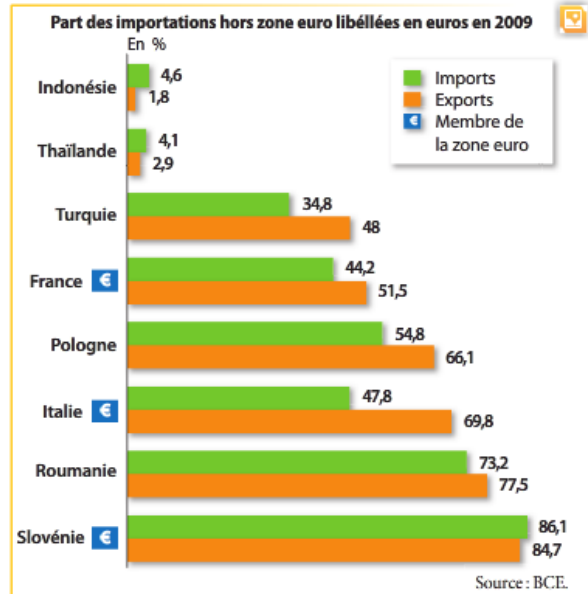
a. L'euro sur les marchés obligataires



1. CONSTATER. Rédigez une phrase avec les données de 2009 pour l'euro.

2. CALCULER. Par un calcul de votre choix, mesurez l'évolution de la dette internationale détenue en euros entre 1999 et 2009. Faites de même pour la dette détenue en dollars.

b. L'euro dans le commerce international



1. CONSTATER. Rédigez une phrase avec les données pour la France.

2. RÉCAPITULER. Ces documents permettent-ils de dire que l'euro est capable de remplacer le dollar comme monnaie de référence internationale ?

a. L'euro sur les marchés obligataires

1. En 2009, le montant des dettes internationales libellées en euros s'élevait à 3 248 milliards de dollars, soit 31,4 % du montant total de dette internationale dans le monde.

2. Pour l'euro : valeur en 1999 : 480 milliards de dollars ; valeur en 2009 : 3 248 milliards de dollars. Entre 1999 et 2009, la valeur des titres de dette internationale libellée en euros a été multipliée par 6,7. Pour le dollar : valeur en 1999 : 1 800 milliards de dollars ; valeur en 2009 : 4 733 milliards de dollars entre 1999 et 2009, la valeur des titres de dette internationale libellée en dollars a été multipliée par 2,6.

b. L'euro dans le commerce international

1. En 2009, 44,2 % des importations françaises étaient libellées en euros, alors que 51,5 % des exportations françaises étaient libellées en euros.

2. Dix ans après sa naissance, l'euro occupe une place importante parmi les monnaies mondiales. Elle n'a pas rattrapé le dollar, ni comme monnaie de financement (31 % de la dette internationale était libellée en euros en 2009, contre 46 % en dollars, mais son montant dans la dette internationale progresse environ 3 fois plus vite que le dollar), ni comme monnaie de facturation dans le commerce international. Ainsi, la France facture en euros tout juste la moitié de ses exportations hors zone euro. C'est surtout dans l'environnement proche de la zone que l'euro joue désormais un rôle central : en 2009, 47 % des crédits accordés dans les nouveaux pays membres de l'Union ont été libellés en euros, et un tiers des crédits accordés dans les pays candidats (principalement la Turquie). Ce qui n'est pas sans poser de gros problèmes à ces pays quand leur monnaie plonge vis-à-vis de l'euro, comme cela a été le cas au cours de la crise financière.

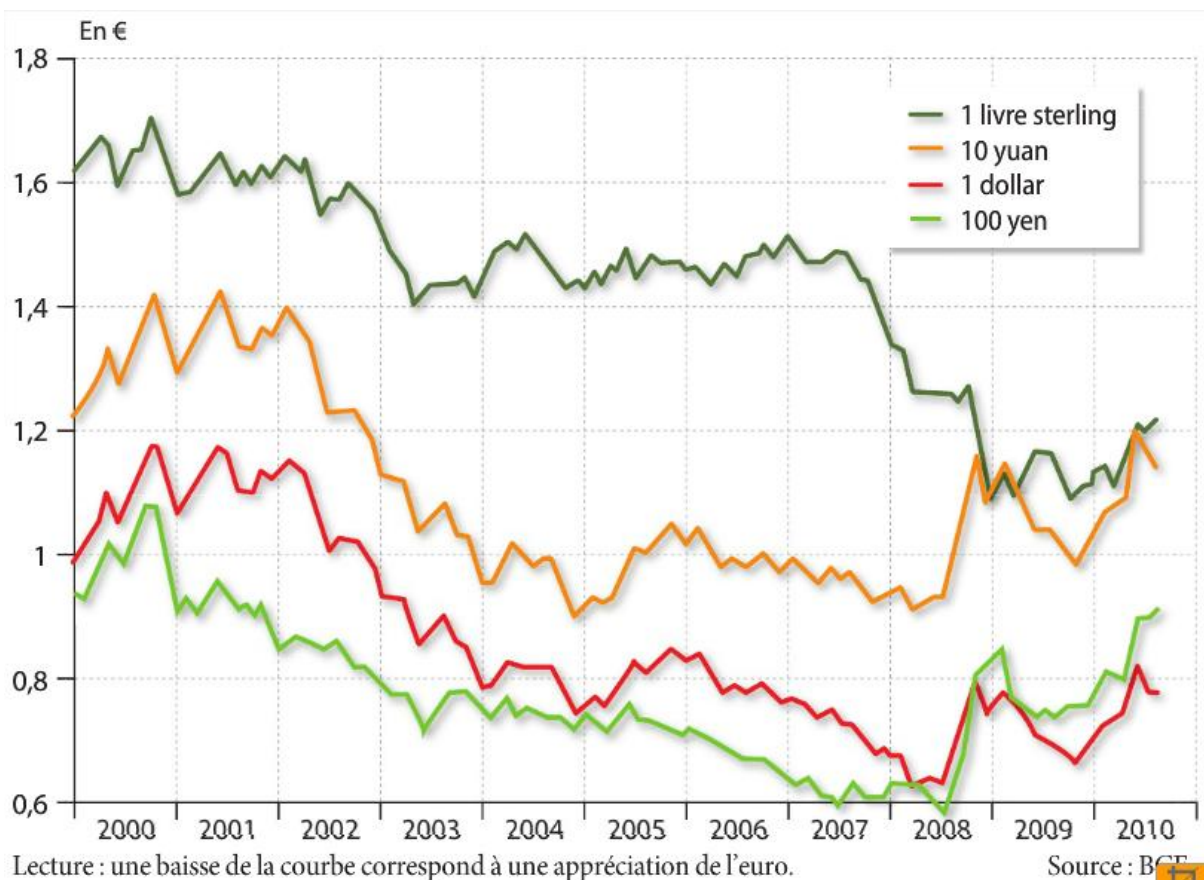
2 ° L'évolution du taux de change et de l'euro....



1. CONSTATER. Rédigez une phrase avec la donnée 2010 pour le dollar.

2. CONSTATER. Comment le taux de change de l'euro face au dollar a-t-il évolué depuis 2000 ?

3. EXPLIQUER. Quelles sont les conséquences d'une appréciation et d'une dépréciation de l'euro sur le solde de la balance commerciale des pays membres de la zone euro ?



1. En 2010, 1 dollar s'échangeait contre environ 0,8 euro.
2. Globalement, depuis 2000, la valeur de l'euro par rapport au dollar a eu tendance à s'apprécier. Dans le détail, entre 2000 et 2001, le dollar s'est plutôt apprécié face à l'euro (1 dollar = 1 euro en 2000, alors qu'en 2001 1 dollar = 1,18 euro). Puis, jusqu'en 2008, l'euro s'est fortement apprécié face à la devise américaine (1 dollar = 1,18 euro en 2001, alors qu'en 2008 1 dollar = 0,65 euro). Enfin, entre 2008 et 2010, on assiste à un léger redressement de la valeur de la monnaie américaine face à l'euro.
3. **Quand l'euro s'apprécie face aux autres devises, le coût de nos importations diminue mécaniquement, puisque le pouvoir d'achat de la devise européenne s'accroît, ce qui peut inciter les agents économiques de la zone euro à s'approvisionner à l'extérieur de la zone euro. Cependant, le prix des produits libellés en euros se renchérit de la même manière, les devises étrangères se dépréciant vis-à-vis de l'euro. Ainsi, les agents économiques extérieurs à la zone euro peuvent avoir tendance à remplacer un fournisseur libellant ses produits en euros par un autre. Au total, le montant des importations a tendance à s'accroître, alors que le montant des exportations a une tendance à diminuer, ce qui détériore le solde de la balance commerciale. Le raisonnement inverse s'applique quand la valeur de l'euro a tendance à se déprécier.**

a. le marché des obligations : l'euro tout en étant de plus en plus important sur le marché obligataire ne dépasse cependant pas le dollar qui représente 45 % des dettes libellées dans le monde.. Les dettes sont de plus libellées en euro.

b. Au niveau commercial qui échange en euro ?

Les pays de l'UEM qui échange en euro

Les importations se font en dollar certains pays utilisent l'euro la Turquie la Roumanie et la Pologne, mais sinon elle reste une monnaie secondaire mais reste une monnaie forte

L'euro reste une monnaie qui n'a pas percée. Pourtant l'euro est une monnaie en progrès... En 2011, 1 euro = 0.87 dollar donc le dollar sup à l'euro

A partir de 2003 il faut plus de dollar pour obtenir 1 euro : en 2008 il faut 1.60 pour 1 euro

Dernièrement, il faut en 2011 : 1.40 dollar pour avoir 1 euro malgré la crise l'euro est sup au dollar cela entraîne des problèmes de compétitivité prix. ANSI, l'euro qui n'est pas une monnaie d'échange dans le commerce international voir de réserve de valeur

B° L'euro renforce l'interdépendant des économies

1° Pourquoi se coordonner ?

R1. L'interdépendance économique est le fait que les économies de deux ou plusieurs pays sont liées les unes aux autres, et qu'une décision ou un événement dans un pays ou dans une partie du monde aura des conséquences sur les autres économies. L'interdépendance économique au niveau mondial s'est développée dans les années 1970-1980 avec les politiques de libéralisation et d'ouverture économique. Elle est la conséquence des échanges de biens et services entre pays, de la répartition internationale des processus de production, des mouvements financiers et monétaires et des politiques économiques.

R2. Il existe différents type d'interdépendance...

- Interdépendance structurelle : la baisse des importations d'un pays donne, entraîne une dégradation du solde commercial de ses partenaires commerciaux.
- Interdépendance des politiques économiques : un des exemples récents correspond à la politique de réduction des coûts du travail en Allemagne, amorcée à partir de la fin des années 1990, qui a eu pour effet d'améliorer la **compétitivité** des produits allemands au détriment de ses partenaires commerciaux (au premier lieu desquels se trouve la France).
- **Interdépendance face aux perturbations exogènes** : plans de relance multiples après le choc de la crise des subprimes dans le monde.
- **Interdépendance des objectifs des politiques économiques** : l'exemple de l'Allemagne à partir de la fin des années 1990 à nos jours est encore valable ; l'Allemagne, en agissant à contretemps par rapport aux autres pays européens, contribue à créer des déséquilibres au sein de l'UE.

R3. L'interdépendance, peu importe sa forme, constitue une contrainte en matière de mise en œuvre **de la politique économique pour un Etat, car il doit être attentif aux effets que** la politique qu'il mène peut avoir sur ses principaux partenaires commerciaux ; et surtout, il ne doit pas agir à contretemps des autres, en particulier dans le cas des politiques de relance (exemple de l'échec de la politique de relance de la France en 1981).

R4. Lorsqu'une nation prend une décision de politique économique, elle doit le faire de manière coordonnée, c'est-à-dire en tenant compte de l'impact de cette décision sur les autres économies avec lesquelles elle est en situation d'interdépendances ; Sinon, si par exemple un pays prend seul une décision, qui le place en situation de « passager clandestin », cela peut être pénalisant pour l'ensemble de ses partenaires.

2° les avantages de l'euro face à la crise

DOC : les avantages de l'euro face à la crise de la dette

L'actualité de la zone euro est tellement sinistre [...] qu'on prendrait volontiers la monnaie unique pour une malédiction. Une de ces bonnes idées qui aurait mal tourné.

Rien n'est plus faux : l'euro est un atout. Il a bien servi l'union monétaire depuis sa mise en circulation en 2002. Il est l'un des éléments qui font que l'Europe a un avenir dans le monde de demain. [...]

Le montant du déficit fédéral américain ou celui de la dette publique britannique montrent que les déséquilibres budgétaires ne sont nullement l'apanage de la zone euro. [...]

Exprimé en monnaies nationales, il est à peu près certain que cet endettement aurait conduit nombre de pays aujourd'hui membres de la zone euro, notamment la France, à dévaluer plusieurs fois ces dernières années – et la perte de valeur d'une monnaie est une perte de pouvoir d'achat qui touche d'abord les plus pauvres.

C'est l'un des grands mérites de l'euro : il a été un bouclier contre les chocs financiers de l'époque. Il a permis à ceux qui l'ont adopté de maintenir l'inflation sous contrôle et de connaître des taux d'intérêt historiquement bas.

Sa relative bonne tenue face aux autres grandes devises – certains jugent même l'euro surévalué – a diminué le prix auquel les

membres de la zone achètent leurs matières premières. En supprimant le risque de change, il a présidé à un accroissement sans précédent du commerce intra-européen.

Tout cela, qui est considérable, se traduit en précieux points de croissance que nous n'aurions pas eus sans la monnaie unique. Le monde de demain sera organisé autour de trois à quatre blocs monétaires. L'Europe sera l'un d'eux avec l'euro : c'est la garantie de peser un peu dans la compétition globale.

Il y a un prix : l'euro suppose une coordination des politiques budgétaires, encore balbutiante. Et qui peut heurter la sensibilité des plus attachés à la souveraineté nationale. Mais, si l'on en croit les sondages, une majorité des Européens sont disposés à aller plus avant dans l'harmonisation des politiques budgétaires. C'est du côté des politiques que le souffle manque.

« Ne l'oublions pas : l'euro est un atout »,
éditorial du *Monde*, 14 juillet 2011.

1. DÉFINIR. Qu'est-ce qu'une récession ?

2. DÉFINIR. Qu'est-ce qu'une dévaluation ?

3. EXPLIQUER. Comment s'explique la hausse de la dette publique ?

4. EXPLIQUER. En quoi peut-on dire que l'euro a été bénéfique dans la lutte contre la crise ?

1. La récession, au sens strict, correspond au ralentissement de la hausse de la production (autrement dit, le taux de croissance économique est toujours positif, mais diminue par rapport à la période précédente).

2. Une dévaluation est un changement de parité à la baisse (on change la définition d'une monnaie par rapport à la monnaie de référence) décidée par les autorités monétaires dans un système de taux de change fixe.

3. Cf. question 2 et 3 du document précédent. Déficit structurel des dépenses par rapport aux recettes.

4. L'euro a constitué un bouclier pour les économies des pays Membres, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il a évité, aux pays les plus fragiles, des dévaluations, qui correspondent à une perte de pouvoir d'achat de la monnaie, qui renchérit donc le prix des importations et conduisent mécaniquement à de l'inflation, ce qui est néfaste à la croissance à long terme et au pouvoir d'achat des ménages à court terme. De plus, en supprimant le risque de change, l'euro a permis d'augmenter le commerce intra-européen.

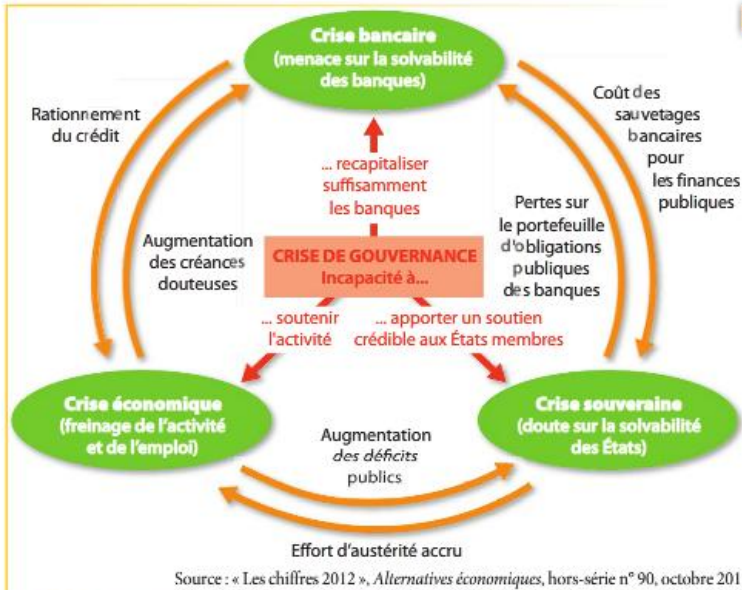
3° le cercle vicieux de la dette

DOC Le cercle vicieux de la dette

Le danger qui menace la zone euro est l'enclenchement d'un cercle vicieux où le marasme économique, les déséquilibres des comptes publics et les tensions

financières s'alimenteraient réciproquement. Derrière l'interconnexion de ces trois crises – économique, budgétaire et financière –, c'est la gouvernance de

la zone euro qui est en cause : les États membres doivent d'urgence dresser des pare-feu efficaces et crédibles contre la contagion.



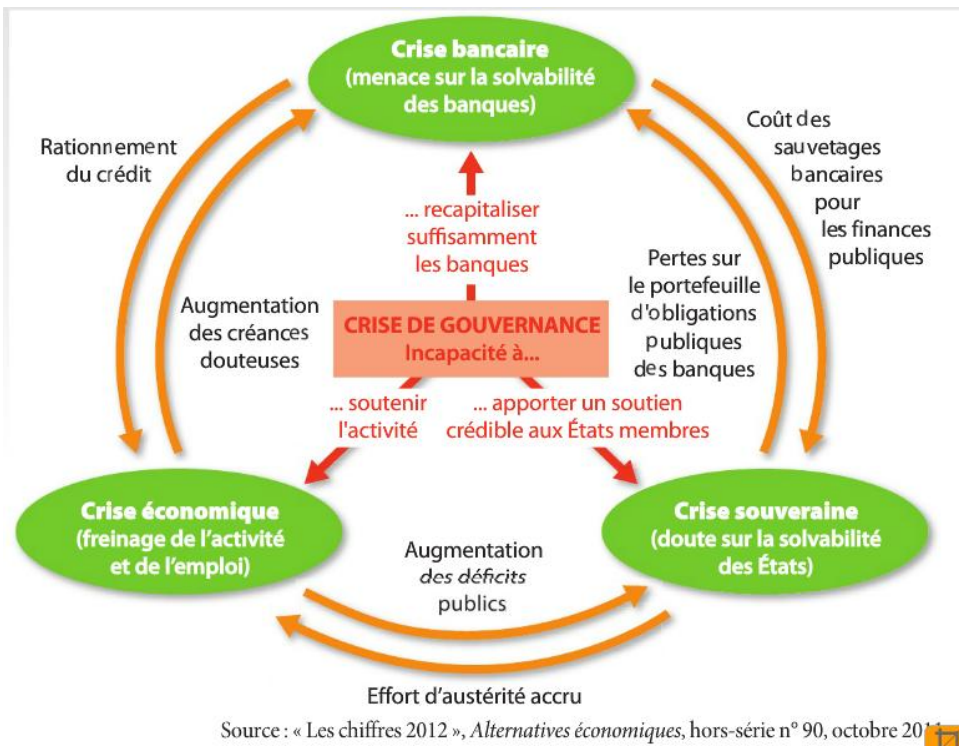
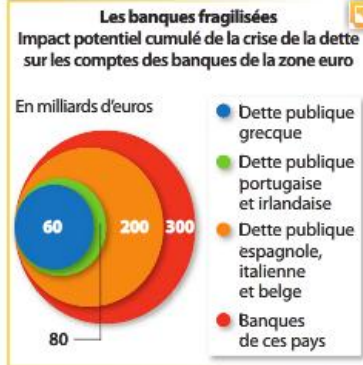
Source : « Les chiffres 2012 », *Alternatives économiques*, hors-série n° 90, octobre 2011.

1. DÉFINIR. Qu'est-ce que la solvabilité d'une banque ou d'un État ?

2. EXPLIQUER. Comment la crise économique entraîne-t-elle une crise de la dette souveraine ?

3. RÉCAPITULER. Justifiez le titre du document : « Le cercle vicieux de la dette. »

DÉFINITION
Pacte de stabilité et de croissance (PSC)
 Cet accord entre les pays de l'UE, établi au sommet de Dublin de décembre 1996, fixe des règles limitant les déficits publics des pays ayant adopté l'euro et ceux qui veulent en faire autant.



1. La solvabilité désigne la capacité d'un agent économique à faire face à ses engagements financiers.

2. La crise économique correspond a un tassement, voire une diminution, de l'activité économique. Ce tassement se traduit notamment par des destructions d'emplois. Des lors, durant une crise économique, les recettes fiscales ont tendance a diminuer (Cotisations sociales, recettes de TVA, etc.), alors que les dépenses des administrations publiques, du fait de l'augmentation du chômage notamment, ont tendance à augmenter. Des lors, les pays touchés par de telles crises voient leurs finances se dégrader, et leur dette publique s'accroître.

3. Concernant la crise européenne du début des années 2010, les choses sont plus complexes. En effet, les Etats, en volant au secours des banques, se sont fortement endettés (transformant une crise de la dette privée en crise de la dette publique). Ils ont porté secours aux banques dans la mesure où si ces dernières font faillite, le financement de l'économie n'est plus assuré, ce qui affecte grandement la création de richesses et l'emploi. Ainsi, en sauvant les banques, les Etats se sont endettés et ont été contraints a des efforts en matière de recul des déficits publics sans précédent (« cures d'austérité », pour prouver aux marchés financiers qu'ils sont capables d'honorer leurs engagements), qui ont eu un impact négatif en matière d'activité économique, ce qui peut avoir pour effet de réduire les recettes fiscales et d'augmenter mécaniquement les dépenses publiques, c'est-à-dire exactement l'effet inverse de ce qui est attendu, puisque cela renforce la spirale de l'endettement.